



Les Cours Sésame et SAJ

FORMATION JURIDIQUE · CONCOURS ET EXCELLENCE

GUIDE MÉTHODOLOGIQUE COMPLET

pour les exercices juridiques



Cas pratique · Dissertation juridique · Commentaire de texte · SOG

4

EXERCICES TRAITÉS

4

MATIÈRES COUVERTES

5

ANNEXES PRATIQUES

Concours de la magistrature · Édition 2027

Collection Méthodes et Concours

Préparation au concours direct d'entrée dans la magistrature

Document élaboré par TOUT SUR LE DROIT IVOIRIEN

Édité et diffusé par Les Cours Sésame et SAJ

Édition 2027, version intégrale

EXTRAIT GRATUIT *l'introduction et 4 chapitres offerts sur 15*

AVERTISSEMENT DE MISE À JOUR

Ce guide est une publication des Cours Sésame et SAJ, élaborée avec Tout sur le droit ivoirien. Il ne remplace ni l'étude des textes ni la lecture des décisions, et il n'émane ni de l'Institut national de formation judiciaire ni du ministère de la Justice.

Les modèles de rédaction reproduits proviennent de copies de concours des sessions 2018 et suivantes. Ils ont été conservés tels quels pour leur valeur pédagogique, mais les références qu'ils citent doivent être actualisées avant tout usage.

Trois points appellent une vigilance particulière. Le Code pénal applicable est aujourd'hui la loi n° 2019-574 du 26 juin 2019, modifiée par la loi n° 2021-893 du 21 décembre 2021, de sorte que les numéros d'articles issus du code de 1981, tels que l'article 345 sur les coups mortels ou les articles 457 et suivants, doivent être remplacés par leurs équivalents actuels.

Le Code de procédure pénale applicable est la loi n° 2018-975 du 27 décembre 2018, modifiée en 2022. Les numéros d'articles relatifs à la compétence des juridictions répressives doivent être vérifiés dans cette version consolidée avant d'être cités en copie.

Enfin, la Chambre administrative de la Cour suprême a disparu avec la réforme de 2020. Le Conseil d'État est désormais la juridiction administrative suprême, et les modèles de rédaction qui désignent encore la Chambre administrative doivent être lus en ce sens.

EXTRAIT

VOTRE EXTRAIT GRATUIT

Ce document vous offre l'introduction générale du guide et 4 chapitres sur 15, un dans chacune des quatre parties : le cas pratique, la dissertation juridique, le commentaire de texte et le sujet d'ordre général. Ils sont reproduits tels qu'ils figurent dans l'édition complète, avec leurs tableaux, leurs modèles et leurs mises en garde.

PARTIE	CHAPITRE OFFERT
Introduction générale	Objectifs du guide, sources et références, principes généraux du cas pratique
Première partie : Le cas pratique	Chapitre 1 - Principes généraux et syllogisme juridique
Deuxième partie : La dissertation juridique	Chapitre 3 - Règles de rédaction
Troisième partie : Le commentaire de texte	Chapitre 2 - Structure SENS - EXPLICATION - COMMENTAIRE
Quatrième partie : Le sujet d'ordre général	Chapitre 1 - Nature et exigences du SOG

AVIS IMPORTANT Ce guide est une publication des Cours Sésame et SAJ, élaborée avec Tout sur le droit ivoirien. Il n'émane d'aucune institution officielle et n'engage aucun jury. Il ne remplace ni l'étude des textes ni la lecture des décisions.

PARTIE

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le concours de la magistrature organisé par l'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) de Côte d'Ivoire constitue l'une des voies d'accès les plus prestigieuses à la fonction judiciaire. Ce concours exige des candidats une maîtrise approfondie non seulement des connaissances juridiques substantielles, mais également des techniques de rédaction propres aux exercices juridiques.

Le cas pratique figure parmi les épreuves phares du concours. Il se décline en plusieurs matières : droit pénal, droit administratif, droit civil et droit commercial. Chaque matière obéit à des règles méthodologiques spécifiques qu'il convient de maîtriser parfaitement.

★ **Objectifs de ce guide**

Ce document de synthèse vise à fournir au candidat un cadre méthodologique complet et rigoureux pour la rédaction de tous les exercices juridiques du concours. Il couvre :

- Le cas pratique dans les quatre matières (pénal, administratif, civil, commercial)
- La dissertation juridique
- Le commentaire de texte (commentaire d'article)
- Le sujet d'ordre général (SOG)

★ **Sources et références**

Le présent guide s'appuie sur des sources fiables et reconnues :

- Les méthodologies officielles en matière de formation juridique ivoirienne
- L'analyse des meilleures copies du concours de magistrature 2018 (notes de 15,5/20 à 17,33/20)
- Le cours officiel de Sujet d'Ordre Général de l'ENA 2020
- Les corrigés officiels des sessions INFJ 2023, 2024 et 2025
- Les annales d'anciens sujets corrigés INFJ édition 2025-2026
- Le Code pénal ivoirien édition 2022
- Le Code de procédure pénale
- Les lois civiles du 26 juin 2019 (mariage, minorité, filiation, successions)
- Les Actes uniformes OHADA

★ **Principes généraux du cas pratique**

Quelle que soit la matière, le cas pratique obéit à une démarche intellectuelle commune : le syllogisme juridique. Cette méthode de raisonnement constitue le fondement de toute analyse juridique et se décompose en trois temps essentiels :

- LA MAJEURE : exposition de la règle de droit applicable (texte légal, réglementaire ou jurisprudence)
- LA MINEURE : application de cette règle aux faits de l'espèce (confrontation droit/faits)
- LA CONCLUSION : déduction logique découlant de l'application de la règle aux faits

Ce raisonnement doit être mené avec rigueur pour chaque problème juridique identifié dans le cas soumis à l'analyse. C'est cette démarche qui distingue le juriste du profane.

⚠ **AVERTISSEMENT IMPORTANT** Ce guide ne remplace pas l'étude approfondie du droit positif ivoirien. Il constitue un complément méthodologique indispensable pour optimiser vos chances de réussite au concours. La maîtrise des textes légaux, réglementaires et jurisprudentiels demeure le préalable à toute bonne copie. Aucune méthode, aussi parfaite soit-elle, ne peut suppléer à l'ignorance du droit substantiel. Il n'est pas l'œuvre de l'INFJ ou du ministère de la justice. Il est l'œuvre de la structure TOUT SUR LE DROIT IVOIRIEN

PARTIE

PREMIÈRE PARTIE : LE CAS PRATIQUE

Chapitre 1 - Principes généraux et syllogisme juridique

Le cas pratique est un exercice qui consiste à résoudre un ou plusieurs problèmes juridiques à partir d'une situation de fait. Il permet d'évaluer la capacité du candidat à mobiliser ses connaissances théoriques pour apporter des solutions concrètes à des problèmes posés.

★ Section 1 : Le syllogisme juridique en trois étapes

Le syllogisme juridique est la pierre angulaire de tout raisonnement juridique. Il s'agit d'un raisonnement déductif qui part d'une règle générale (la majeure) pour aboutir à une conclusion particulière en passant par l'application aux faits (la mineure).

ÉTAPE	DESCRIPTION DÉTAILLÉE	EXEMPLE CONCRET
1. LA MAJEURE	Exposition de la règle de droit applicable. Il s'agit de présenter le texte légal, réglementaire ou la jurisprudence applicable au problème juridique identifié. Cette étape démontre votre connaissance du droit positif.	« En vertu de l'article 1384 alinéa 1 du Code civil, on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. »
2. LA MINEURE	Application de la règle aux faits de l'espèce. On confronte les faits du cas soumis à l'analyse avec la règle de droit énoncée. Cette étape démontre votre capacité à faire le lien entre le droit abstrait et la situation concrète.	« En l'espèce, M. X était propriétaire du véhicule qui a causé l'accident. Il avait donc la garde de la chose au moment du dommage puisqu'il en avait l'usage, la direction et le contrôle. »
3. LA CONCLUSION	Déduction logique. C'est la solution du problème juridique, déduite logiquement de l'application de la règle aux faits. Elle doit	« Par conséquent, M. X engage sa responsabilité civile sur le fondement de l'article 1384 alinéa 1 du Code civil en sa

ÉTAPE	DESCRIPTION DÉTAILLÉE	EXEMPLE CONCRET
	être claire, précise et répondre directement à la question posée.	qualité de gardien de la chose instrument du dommage. »

💡 **CONSEIL PRATIQUE** Le syllogisme doit être appliqué pour CHAQUE problème juridique identifié. Ne jamais sauter d'étape. Un correcteur averti repère immédiatement les copies qui « sautent » la majeure pour aller directement à la conclusion. La rigueur du raisonnement est autant évaluée que la justesse de la solution.

★ Section 2 : Les deux types de cas pratiques

On distingue généralement deux configurations de cas pratiques, qui appellent des approches méthodologiques différentes :

CRITÈRE	CAS PRATIQUE AVEC QUESTIONS	CAS PRATIQUE SANS QUESTIONS
Structure	Le plan est dicté par les questions posées. Chaque question constitue généralement une partie ou sous-partie.	Le candidat doit identifier lui-même les problèmes juridiques. Le plan doit suivre une logique propre à la matière.
Niveau d'exigence	Plus guidé, donc en apparence plus facile. Mais attention à ne pas répondre hors du cadre des questions.	Plus exigeant car il faut identifier les problèmes. Mais valorise l'autonomie et la capacité d'analyse du candidat.
Liberté du candidat	Limitée : il faut suivre l'ordre et le cadre des questions posées.	Grande liberté dans la structuration, mais responsabilité accrue.
Risques principaux	Répondre à côté de la question, sortir du cadre imposé, oublier une question.	Oublier un problème juridique, mal structurer le plan, manquer de cohérence.

CRITÈRE	CAS PRATIQUE AVEC QUESTIONS	CAS PRATIQUE SANS QUESTIONS
Avantages	Cadre rassurant, progression claire, moins de risque d'oubli.	Permet de montrer sa maîtrise globale, valorise l'esprit de synthèse.

⚠ ATTENTION Quel que soit le type de cas pratique (avec ou sans questions), l'INTRODUCTION demeure TOUJOURS OBLIGATOIRE. C'est une erreur fréquente et lourdement sanctionnée que de commencer directement le développement sans introduction.

★ Section 3 : L'introduction obligatoire

L'introduction du cas pratique est une étape cruciale qui pose les bases de l'analyse. Elle doit être structurée et comprendre quatre éléments essentiels, dans cet ordre :

N°	ÉLÉMENT	CONTENU DÉTAILLÉ	EXEMPLE
1	Résumé des faits	Présentation concise et chronologique des faits pertinents du cas. Ne pas tout recopier : sélectionner uniquement les éléments juridiquement significatifs.	« M. X, propriétaire d'un véhicule, a causé un accident le... blessant M. Y qui... »
2	Qualification juridique	Identification de la ou des catégories juridiques concernées par le cas. Cette étape oriente déjà l'analyse.	« Ces faits relèvent du droit de la responsabilité civile délictuelle et du droit des assurances. »
3	Problèmes de droit	Formulation des questions juridiques soulevées par le cas, de préférence sous forme	« Quelles sont les conditions de la responsabilité du gardien ? La victime peut-elle agir contre

N°	ÉLÉMENT	CONTENU DÉTAILLÉ	EXEMPLE
		interrogative.	l'assureur ? »
4	Annonce du plan	Présentation claire de la structure du développement qui va suivre.	« Pour répondre à ces questions, nous analyserons successivement... (I) puis... (II). »

MODÈLE D'INTRODUCTION - CAS PRATIQUE « Le cas soumis à notre analyse met en scène M. X, propriétaire d'un véhicule automobile, qui a causé un accident de la circulation le 15 janvier 2024, blessant grièvement M. Y, piéton. M. Y souhaite obtenir réparation de ses préjudices. Ces faits soulèvent des questions relatives à la responsabilité civile délictuelle du fait des choses et au droit des assurances automobiles. Il convient dès lors de se demander : sur quel fondement la responsabilité de M. X peut-elle être engagée ? Quelles sont les conditions de cette responsabilité ? M. Y peut-il agir directement contre l'assureur de M. X ? Pour répondre à ces interrogations, nous examinerons dans un premier temps le fondement et les conditions de la responsabilité de M. X (I), avant d'analyser les modalités de l'action en réparation (II). »

PARTIE

DEUXIÈME PARTIE : LA DISSERTATION JURIDIQUE

La dissertation juridique est un exercice fondamental qui consiste à traiter un sujet de manière ordonnée et argumentée. Elle permet d'évaluer la capacité du candidat à analyser un problème juridique, à mobiliser ses connaissances de manière structurée et à construire un raisonnement cohérent.

Contrairement au cas pratique qui part d'une situation de fait pour appliquer le droit, la dissertation part d'un sujet théorique pour développer une réflexion juridique approfondie. Elle exige une maîtrise parfaite de la méthodologie et une connaissance solide du droit positif.

Chapitre 3 - Règles de rédaction

La dissertation juridique obéit à des règles de rédaction strictes qui contribuent à la qualité du devoir et à l'impression favorable laissée au correcteur.

★ A. Règles de forme

RÈGLE	EXPLICATION	CONSEIL PRATIQUE
Écriture soignée	L'écriture doit être lisible, régulière, sans ratures excessives.	S'entraîner à écrire vite et proprement. Utiliser un stylo de qualité.
Présentation aérée	Sauter des lignes entre les parties, laisser des marges, faire des alinéas.	Sauter 2-3 lignes entre I et II, 1 ligne entre A et B. Alinéa à chaque paragraphe.
Titres apparents	Les titres des parties et sous-parties doivent être visibles et identifiables.	Souligner ou encadrer les titres. Utiliser I/II et A/B de manière cohérente.
Orthographe impeccable	Les fautes d'orthographe sont sanctionnées et nuisent à la crédibilité du candidat.	Relire systématiquement. Attention aux termes juridiques techniques.

★ B. Règles de fond

RÈGLE	EXPLICATION	À ÉVITER
Objectivité	La dissertation est un exercice académique, pas un pamphlet. L'analyse doit être équilibrée.	Les jugements de valeur non étayés, les opinions personnelles non argumentées.
Rigueur juridique	Les affirmations doivent être fondées sur	Les approximations, les affirmations gratuites, les erreurs

RÈGLE	EXPLICATION	À ÉVITER
	des textes, des arrêts, des auteurs.	de droit.
Clarté du raisonnement	Le fil conducteur doit être apparent. Le lecteur doit toujours savoir où il en est.	Les digressions, les répétitions, les développements hors sujet.
Style juridique	Utiliser un vocabulaire précis, des phrases structurées, un ton neutre et professionnel.	Le style familier, les expressions vagues, le jargon non maîtrisé.

★ C. Formules et expressions utiles

FORMULES POUR L'INTRODUCTION • Accroche : « Selon la formule célèbre de... », « L'adage selon lequel... », « Il est de jurisprudence constante que... » • Définition : « Au sens juridique, le terme X désigne... », « L'expression X renvoie à... », « On entend par X... » • Problématique : « Dès lors, la question se pose de savoir... », « Il convient donc de s'interroger... », « La problématique est alors la suivante : ... » • Annonce du plan : « Pour répondre à cette question, il conviendra d'analyser... avant d'examiner... », « Cette étude conduira à envisager... puis... »

FORMULES POUR LE DÉVELOPPEMENT • Affirmation : « Il est constant que... », « Force est de constater que... », « Nul ne saurait contester que... » • Référence : « En vertu de l'article X... », « Selon la jurisprudence... », « La doctrine majoritaire considère que... » • Transition : « Toutefois, cette analyse doit être nuancée... », « Néanmoins, il convient de relever... », « Au-delà de ce constat... » • Exemple : « Ainsi, dans l'arrêt X... », « Tel est le cas notamment en matière de... », « Cette règle trouve une illustration dans... »

PARTIE

TROISIÈME PARTIE : LE COMMENTAIRE DE TEXTE

Le commentaire de texte est un exercice qui consiste à analyser et expliquer un texte juridique, le plus souvent un article de loi ou un extrait de décision de justice. Il permet d'évaluer la capacité du candidat à comprendre un texte, à en dégager les enjeux et à le situer dans son contexte juridique.

Chapitre 2 - Structure SENS - EXPLICATION - COMMENTAIRE

La méthode SENS - EXPLICATION - COMMENTAIRE est la clé du commentaire de texte réussi. Elle permet d'éviter les deux écueils majeurs : la paraphrase (répéter le texte sans l'expliquer) et le hors-sujet (s'éloigner du texte pour faire une dissertation).

★ A. Le SENS : la lettre du texte

Cette première étape consiste à expliquer ce que dit le texte, à en dégager le sens littéral.

QUESTION	DÉMARCHE
Que dit exactement le texte ?	Reformuler le texte avec ses propres mots, sans le paraphraser. Expliciter les termes techniques.
Quelle règle le texte pose-t-il ?	Identifier la norme juridique contenue dans le texte : obligation, interdiction, permission, sanction.
Quelle est la structure du texte ?	Repérer les articulations logiques : conditions, exceptions, effets, sanctions.

★ B. L'EXPLICATION : le fonctionnement de la règle

Cette deuxième étape consiste à expliquer comment la règle fonctionne, quelles sont ses conditions d'application et sa portée.

QUESTION	DÉMARCHE
Quelles sont les conditions d'application ?	Identifier les conditions de fond et de forme posées par le texte. Distinguer conditions cumulatives et alternatives.

QUESTION	DÉMARCHE
Quel est le champ d'application ?	Déterminer les personnes concernées (<i>ratione personae</i>), les situations visées (<i>ratione materiae</i>), le territoire concerné (<i>ratione loci</i>).
Quels sont les effets ?	Préciser les conséquences juridiques attachées à l'application du texte : droits créés, obligations imposées, sanctions prévues.
Quelles sont les exceptions ?	Identifier les cas où la règle ne s'applique pas ou s'applique différemment.

★ C. Le COMMENTAIRE : l'appréciation critique

Cette troisième étape consiste à porter un regard critique sur le texte, à en évaluer les mérites et les limites.

QUESTION	DÉMARCHE
Quel est l'apport du texte ?	Situer le texte par rapport au droit antérieur. Quelles innovations apporte-t-il ? Quels problèmes résout-il ?
Comment le texte est-il appliqué ?	Présenter la jurisprudence qui a interprété et appliqué le texte. Citer les arrêts importants.
Quelles sont les limites du texte ?	Identifier les lacunes, les ambiguïtés, les difficultés d'application. Quelles critiques la doctrine a-t-elle formulées ?
Quelles évolutions envisager ?	Évoquer les réformes proposées ou souhaitables, les perspectives d'évolution du droit.

★ D. Modèle de commentaire (extrait)

TEXTE À COMMENTER Article 2 de la loi n° 2019-570 du 26 juin 2019 relative au mariage : « L'âge minimum requis pour contracter mariage est fixé à dix-huit ans accomplis, tant pour l'homme que pour la femme. »

EXTRAIT DE COMMENTAIRE - APPLICATION DE LA MÉTHODE « SENS : L'article 2 de la loi de 2019 fixe l'âge nubile, c'est-à-dire l'âge minimum requis pour pouvoir valablement contracter mariage. Cet âge est désormais établi à dix-huit ans accomplis, sans distinction de sexe. Le texte pose donc une condition d'âge uniforme pour les deux sexes. Le terme « accomplis » signifie que le dix-huitième anniversaire doit être révolu au jour de la célébration du mariage. EXPLICATION : Cette condition d'âge est une condition de fond du mariage. Son non-respect entraîne la nullité du mariage. Il s'agit d'une nullité absolue qui peut être invoquée par tout intéressé et n'est pas susceptible de confirmation. L'âge de dix-huit ans correspond à l'âge de la majorité civile en Côte d'Ivoire. En exigeant cet âge pour le mariage, le législateur subordonne l'union matrimoniale à la pleine capacité juridique des époux. COMMENTAIRE : Cette disposition constitue une innovation majeure par rapport au droit antérieur. La loi de 1964 fixait l'âge nubile à 20 ans pour l'homme et 18 ans pour la femme, établissant ainsi une différence de traitement entre les sexes. L'égalisation de l'âge nubile répond à plusieurs objectifs. D'une part, elle consacre l'égalité entre l'homme et la femme, conformément aux engagements internationaux de la Côte d'Ivoire. D'autre part, l'alignement sur l'âge de la majorité garantit que les époux disposent de la maturité nécessaire pour s'engager dans le mariage. Toutefois, on peut s'interroger sur l'absence de dispense d'âge dans le texte, alors que certaines situations exceptionnelles (grossesse, par exemple) pourraient justifier une dérogation. »

 **CONSEIL POUR LE COMMENTAIRE** Ne jamais perdre de vue le texte à commenter. Chaque développement doit être rattaché au texte. Évitez de faire une dissertation générale sur le thème du texte : vous devez commenter CE texte précis, pas le thème qu'il aborde. Il n'y a jamais de problème de droit dans un commentaire.

PARTIE

QUATRIÈME PARTIE : LE SUJET D'ORDRE GÉNÉRAL (SOG)

Le Sujet d'Ordre Général (SOG) est une épreuve spécifique aux concours administratifs africains, notamment au concours de la magistrature et de l'ENA. Il s'agit d'une dissertation portant sur un sujet de culture générale, d'actualité ou de réflexion touchant aux grandes questions de société.

Le SOG se distingue de la dissertation juridique par son objet (non strictement juridique), son style (plus littéraire) et sa finalité (évaluer la culture générale et les qualités de réflexion du candidat). C'est une épreuve redoutée car elle exige une solide culture générale et une excellente maîtrise de l'expression écrite.

Chapitre 1 - Nature et exigences du SOG

★ Section 1 : Définition et caractéristiques

Le Sujet d'Ordre Général est un exercice de réflexion structurée sur un thème de portée générale. Il permet d'évaluer plusieurs qualités chez le candidat.

A. Les qualités évaluées

QUALITÉ	DESCRIPTION	MANIFESTATION DANS LA COPIE
Culture générale	Connaissance des grands faits historiques, des évolutions sociales, des débats contemporains, des références culturelles.	Capacité à mobiliser des exemples variés, des citations pertinentes, des références historiques ou philosophiques.
Esprit d'analyse	Aptitude à décomposer un sujet, à en identifier les enjeux, à distinguer les différents aspects d'une question.	Plan structuré, progression logique, identification des différentes dimensions du sujet.
Esprit de synthèse	Capacité à rassembler des éléments divers pour construire une vision cohérente et une réponse argumentée.	Conclusions partielles, transitions efficaces, conclusion générale qui répond à la problématique.
Qualité de l'expression	Maîtrise de la langue française, richesse du vocabulaire, clarté du style, correction grammaticale et orthographique.	Phrases bien construites, vocabulaire précis et varié, absence de fautes, style fluide et élégant.
Sens de la nuance	Capacité à éviter les positions extrêmes, à reconnaître la complexité des questions, à nuancer ses affirmations.	Utilisation de modalisateurs, reconnaissance des limites de chaque position, conclusion équilibrée.

B. Les thèmes fréquents

Comment obtenir le guide complet ?

C'est simple. Écrivez-nous sur WhatsApp dès maintenant :

01 60 86 05 37

ou 05 06 60 03 32

Envoyez simplement le message :

« Je veux le Guide méthodologique 2027 »

et nous vous répondrons dans les meilleurs délais.

LES COURS SÉSAME ET SAJ

Formation juridique · Concours et excellence

Facebook : Les Cours Sésame et SAJ · toutsurledroitivoirien03@gmail.com

Ne tardez pas : les concours n'attendent pas !

Votre réussite commence aujourd'hui.